

2
BIRMANIE : VICTOIRE
DU CAMP DÉMOCRATE

3
RÉUSSIR LA COP 21

4
RÉGIONALES :
AFFICHE



AFP

HOMMAGE À HELMUT SCHMIDT

À l'occasion de ce 800^e numéro de l'Hebdo une ruse de l'Histoire nous invite à saluer la mémoire d'un homme et à nous souvenir de la grandeur d'un combat.

Les Allemands et par-delà eux, les Européens se sont souvenus récemment de la Nuit de Cristal, mais aussi de la Chute du Mur qui précéda la réunification. Tous ces événements qui ébranlèrent l'Europe et qui marquent la mémoire de notre continent, Helmut Schmidt les a vécus. Son décès le 10 novembre dernier est une grande perte pour notre famille politique.

Schmidt, en étant le continuateur de Willy Brandt dans le dialogue avec l'Est fut un de ces reconstruteurs de l'Europe, apportant une contribution essentielle au couple franco-allemand.

Il avait également dû affronter le défi sanglant du terrorisme, sans jamais faiblir, ni jamais affaiblir la démocratie.

Depuis qu'il avait quitté le pouvoir, il n'avait pas délaissé le débat. Toujours vif dans son regard sur le monde, Helmut Schmidt avait fait un dernier discours, historique, au Congrès du SPD à Berlin en 2011 auquel avaient assisté Jean-Christophe et François Hollande. Schmidt avait enjoint les Allemands à ne jamais oublier l'image qui leur collait à la peau dans le regard des autres. Que leurs excédents étaient les déficits des autres et qu'il fallait lutter pour une Allemagne européenne plutôt que pour une Europe allemande.

Nous rendons nous aussi hommage à cette grande figure qui, après Egon Bahr, disparu cet été, a marqué la social-démocratie allemande de l'après-guerre.

Merci aux camarades pour leurs critiques que nous essayons de prendre en compte pour faire de l'Hebdo, dans le sillage des publications plus anciennes du parti, comme *Vendredi*, *l'Unité*, ou encore *Le Populaire*, un outil au service des militants pour contribuer à forger une vision de gauche pour aider à transformer la société. Il n'y a pas de parti sans médias de ce parti et puisque l'objectivité journalistique n'existe pas, il est sain d'informer le peuple avec une presse de gauche.

**AG
EN
DA**

30 novembre 2015
*Ouverture de la Cop 21
à Paris*

6 décembre 2015
*Premier tour
des élections régionales*

BIRMANIE : L'ÉCRASANTE VICTOIRE D'AUNG SAN SUU KYI



« La ligue nationale pour la démocratie (LND), dirigée par Aung San Suu Kyi, l'opposante historique à la junte birmane, a remporté une écrasante victoire aux élections législatives du 8 novembre 2015 », se sont réjouis dans un communiqué Jean-Marc Germain, SN chargé du pôle Mondialisation, régulation, coopération, Maurice Braud, SN à l'international, aux migrations et

au co-développement et Hélène Conway-Mouret, SN adjointe à l'international.

« Après des décennies d'oppression, ce scrutin est un événement historique pour le peuple birman et peut marquer, si son résultat est respecté, le retour à la démocratie dans ce pays. Les électeurs, en participant massivement au scrutin ont fortement exprimé leur volonté de réussir la transition démocratique malgré les obstacles qui avaient été posés à l'expression du suffrage populaire », ont-ils ajouté.

PREMIER SCRUTIN LIBRE

Le parti au pouvoir, créé par l'ancienne junte militaire, a reconnu sa défaite dans ce premier scrutin libre depuis un quart de siècle. 80 % des 30 millions de personnes en droit de voter se sont rendus dans les urnes. La très large victoire de la LND lui assurerait près de 70 % des sièges, un nombre qui devrait suffire pour former un

nouveau gouvernement. Car en Birmanie, 25 % des sièges du Parlement restent d'office attribués à l'armée, comme une résurgence des années de dictature militaire. En 1990, la LND avait déjà remporté les élections haut la main, mais à l'époque la junte avait décidé de ne pas en tenir compte. Aung San Suu Kyi était alors assignée en résidence surveillée. Elle l'est restée près de 20 ans, jusqu'en 2010. Durant sa détention elle a reçu, entre autres, le Prix Nobel de la Paix en 1991 (de fait il ne lui sera remis réellement qu'en 2012), preuve du soutien international à celle qui incarnait l'opposition à la dictature.

Le Parti socialiste « a toujours soutenu Aung San Suu Kyi dans son combat pour la démocratie, la liberté, le développement politique, économique et social de la Birmanie, riche de sa diversité. Il réaffirme sa solidarité et son plein appui au cours de la phase qui s'ouvre d'ici à l'élection présidentielle de février 2016. »

LA GAUCHE UNIE AU PORTUGAL POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 40 ANS

Les élections du 4 octobre dernier au Portugal avaient donné une majorité de parlementaires de gauche. Socialistes, membres du Bloc de gauche, communistes et écologistes ont tiré les conséquences politiques de cette donnée mathématique en acceptant de saisir ensemble l'occasion de mettre un terme à un gouvernement conservateur qui menait une politique d'austérité depuis 2011. Ce n'est un fait anodin, car depuis 40 ans, depuis les suites de la Révolution des Œillets, les enfants de Mário Soares et Álvaro Cunhal, les deux leaders, socialiste et communistes, de la gauche portugaise des années 70-80 n'étaient pas dans les meilleurs termes.

Le fait donc que les forces progressistes portugaises, après avoir défilé ensemble contre l'austérité dans les rues du pays avec les syndicats, décident de

construire ensemble un débouché politique est un élément essentiel pour toute l'Europe. C'est un élément déterminant de cette forme d'union de la gauche qui seule peut permettre la construction d'une alternative à la droite et à l'extrême droite.

UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN JANVIER

Le gouvernement de droite, nommé par le Président de la République Anibal Cavaco Silva n'a pas de majorité. Il ne peut donc se maintenir. Celui-ci a refusé de nommer António Costa « pour ne pas inquiéter les milieux financiers »... L'accord survenu sur le programme permet à un gouvernement socialiste de proposer un avenir aux portugais avec le soutien sans participation des autres formations de gauche. La Constitution interdit au Président de convoquer de nouvelles

élections dans les six mois qui précèdent ou qui suivent une élection présidentielle. Or, en janvier, il y aura des élections présidentielles au Portugal. Trois candidats principaux sont en lice. Deux de gauche, un de droite.

Pour les socialistes, il y a Maria de Belém Roseira, ancienne présidente du groupe PS à l'Assemblée nationale et qui fut Présidente du PS jusqu'en 2014.

Le second candidat de gauche est António Sampaio da Nóvoa, 60 ans, ancien recteur de l'Université de Lisbonne.

A droite, l'ancien ministre, Marcelo Rebelo de Sousa, qui fut aussi le prédécesseur de Barroso à la tête du PSD. Il est le filleul de Marcelo Caetano, le dernier dirigeant du Portugal du temps de la dictature avant d'être renversé par la Révolution des Œillets.

COP 21 : « UN COMPROMIS AMBITIEUX À NOTRE PORTÉE »



ALAIN JOCARD / AFP

En tant que futur président de la Cop 21, Laurent Fabius a organisé une pré-Cop du 8 au 10 novembre. L'objectif de ce rendez-vous, qui a réuni 70 parties dont 60 ministres, était « d'explorer les compromis possibles et d'amener les ministres à donner une impulsion et une vision politique pour la dernière ligne droite », comme l'explique le ministère des Affaires étrangères.

Tous les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre étaient représentés, parmi lesquels les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Union européenne et plusieurs de ses membres, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie, la Russie, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe.

De nombreux pays particulièrement vulnérables au changement

climatique comme le Bangladesh, les petits États insulaires en développement ou encore le Niger étaient également invités.

A trois semaines de l'ouverture de la Cop 21, le 30 novembre, la pré-Cop était l'occasion de préparer la reprise des négociations à l'ouverture de la conférence. En effet, si la session de négociation de Bonn a abouti à un projet d'accord et de décisions de la Conférence de Paris, qui est accepté par toutes les parties, de nombreux points restent à trancher.

QUATRE THÈMES DE DÉBATS

Après un échange avec la société civile (ONG, syndicats, collectivités, entreprises...), les débats ont été organisés autour de quatre thèmes principaux qui seront au

cœur de la réussite de la Conférence de Paris : l'ambition de l'accord, son équité, les financements à mobiliser après 2020 et les actions concrètes qui doivent être entreprises d'ici 2020.

« Nous avons franchi avec la pré-Cop une étape importante avant Paris, mais nous restons plus que jamais mobilisés et la tâche qui reste est considérable », a estimé Laurent Fabius à l'issue de ces trois jours de travail. Le ministre des Affaires étrangères a souligné « la volonté partagée de parvenir à un accord universel en décembre ». Pour lui, « un compromis ambitieux est à notre portée ». Il a d'ailleurs détaillé plusieurs sujets sur lesquels les parties avaient avancé : le principe d'une révision régulière (de l'accord), la hausse des engagements des États pour limiter le réchauffement ou encore la question du financement des politiques climatiques des pays du Sud par les pays du Nord.

Plusieurs rapports sortis ces derniers jours rappellent l'importance d'arriver à un accord ambitieux : la Banque mondiale a compté que 100 millions de personnes supplémentaires vivraient dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 si aucune mesure n'était prise pour limiter l'impact du réchauffement. Quant à l'organisation météorologique mondiale (agence de l'Onu), elle a relevé que le niveau de concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère avait atteint un nouveau record en 2014 (397,7 parties par million).

RÉGIONALES : UNE CAMPAGNE POUR DÉVOILER LE VRAI PROGRAMME DE LA DROITE

Jean-Christophe Cambadélis et Christophe Borgel ont présenté le nouveau tract national dévoilant le programme caché de la droite : logements sociaux bloqués, suppression de la gratuité des transports scolaires, baisse du budget à la formation professionnelle, subventions aux associations culturelles diminuées... Voici le « programme caché » de la droite. Sur six grands thèmes du quotidien des Français (logement, emploi, éducation, solidarité, culturel, transports), le tract détaille des mesures prises par la droite dans les villes et les départements qu'elle gère. « Nous voulons montrer ce que seront les conséquences de l'élection de la droite dans les régions », a expliqué Christophe Borgel. Une droite « divisée », « qui patine » sans trouver de réponses aux problèmes des Français, selon Jean-Christophe Cambadélis. Pour le Premier secrétaire, la droite veut faire des régions le laboratoire de la politique « extrêmement violente » qu'elle souhaite appliquer au niveau national. L'objectif du tract, qui sera tiré à un million d'exemplaires, est de « de faire rentrer le vrai débat dans cette phase des élections ».

Le tract est téléchargeable sur le site parti-socialiste.fr



ÉLECTIONS RÉGIONALES 2015

LA DROITE VOUS CACHE SES MAUVAIS COUPS



parti-socialiste.fr
/partisocialiste